



Plateforme de Lamanon (13)



DEMANDE D'ENREGISTREMENT
au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement

**Compatibilité du projet avec les documents de
planification des milieux**



Juillet 2024

OTE
INGÉNIERIE

— Construction &
environnement

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55

Agence de Metz

1 bis rue de Courcelles
57070 METZ - FRANCE
Tél : 03 87 21 08 79

[illegible]

Sommaire

Sommaire	3
1. Les documents de planification	4
2. Compatibilité du projet avec les documents	6
2.1. Le SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée	6
2.2. Le SAGE	8
2.2.1. Le SAGE Durance	8
2.2.2. Le SAGE Crau	8
2.3. Le plan national de prévention des déchets (2022-2027)	9
2.4. Le plan régional de prévention et de gestion des déchets	12
3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux	15

1. Les documents de planification

Conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement la présente demande comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du même code.

Aussi, la compatibilité avec les documents suivants doit donc être traitée :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- le Schéma Régional des Carrières ;
- le Plan national de prévention des déchets ;
- le Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets ;
- le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- le Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Parmi ces plans, schémas et programmes, certains n'ont pas besoin d'être mis en compatibilité avec le projet de la société TRABET puisqu'ils ne visent aucunement les activités projetées sur le site, ou alors ne concernent pas le secteur d'étude.

Aussi, le tableau page suivante précise quels sont les plans, schémas et programmes concernés par le projet et devant faire l'objet d'une analyse de la compatibilité avec ce dernier.

Tableau n° 1 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société TRABET

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Projet concerné ou non par le plan, schéma ou programme	Justification de la non-sélection d'un plan, schéma ou programme
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI	-
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI	-
Schéma Régional des carrières	NON	Le projet n'est pas concerné par le SRC.
Plan national de prévention des déchets	OUI	-
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI	-
Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	Aucune activité agricole n'est menée sur le site. De ce fait, aucune pollution par des nitrates n'est à prévoir
Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	
Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	NON	Le projet n'est pas concerné par un PPA.

2. Compatibilité du projet avec les documents

2.1. Le SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée

La commune de Lamanon est incluse dans le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de 6 ans, les objectifs environnementaux à atteindre ainsi que les orientations de travail et les dispositions à prendre pour les atteindre et assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ce schéma est élaboré par le comité de bassin et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin.

Pour répondre à la législation européenne et nationale, un premier SDAGE a été mis en œuvre de 2010 à 2015 pour le premier cycle de gestion. Une révision de ce plan a été réalisée, second cycle de gestion pour la période 2016-2021, puis une deuxième révision de celui-ci a été réalisée et s'applique pour la période de 2022-2027.

Entrée en vigueur le 21 mars 2022, pour une durée de 6 ans, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée pour la période 2022 – 2027 fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée.

Le SDAGE Rhône – Méditerranée 2022 – 2027 s'articule autour de 9 orientations fondamentales présentées ci-après. Les intitulés et l'organisation générale des orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021 sont conservés, avec quelques ajustements.

Elles visent à économiser l'eau et à s'adapter au changement climatique, réduire les pollutions et protéger notre santé, préserver la qualité de nos rivières et de la Méditerranée, restaurer les cours d'eau en intégrant la prévention des inondations, préserver les zones humides et la biodiversité.

Illustration n° 1 : Orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

OF 0	S'adapter aux effets du changement climatique
OF 1	Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
OF 2	Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
OF 3	Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
OF 4	Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
OF 5	Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
OF 5A	Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
OF 5B	Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
OF 5C	Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
OF 5D	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
OF 5E	Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
OF 6	Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
OF 6A	Agir sur la morphologie et le découloignement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
OF 6B	Préserver, restaurer et gérer les zones humides
OF 6C	Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
OF 7	Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
OF 8	Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le projet de la société TRABET est compatible avec les orientations du SDAGE aux vues de la nature du projet et des dispositifs mis en œuvre pour éviter tout risque de pollution ou d'aggravation de la qualité des eaux.

Pour les orientations qui le concernent, le projet de la société TRABET respectera les orientations fixées par le SDAGE :

- Faible consommation en eau : en fonctionnement normal, les activités du site ne seront pas à l'origine d'une forte consommation en eau, le procédé n'étant pas consommateur d'eau.
- Les eaux usées sanitaires (sanitaires mobiles de chantier) seront pompées et évacuées par une société agréée ;
- Aucun effluent aqueux du site ne sera rejeté sans traitement préalable s'il le nécessite et aucun rejet ne se fera directement dans le milieu naturel.

Au regard de ces éléments, il apparaît que les activités projetées par la société TRABET sur la plateforme de Lamanon seront compatibles avec les orientations du SDAGE du bassin Rhône – Méditerranée.

2.2. Le SAGE

2.2.1. Le SAGE Durance

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...), fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE.

La commune de Lamanon s'inscrit dans le périmètre du SAGE Durance, en cours d'élaboration.

L'arrêté inter-préfectoral du 10 décembre 2021 porte délimitation du périmètre du SAGE Durance. Le périmètre du SAGE de la Durance est constitué de l'intégralité de 316 communes et de 43 communes pour la partie de leur territoire qui correspond au bassin versant de la Durance, sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Drôme, Var et Vaucluse.

La Durance, d'une superficie de 11 000 km², et ses affluents dessinent un territoire vaste et très diversifié. Les enjeux de gestion des milieux aquatiques y sont multiples et les usages importants. L'évolution du climat aura très probablement des effets sur la disponibilité de la ressource en eau, bousculant les équilibres actuels (...). Ces enjeux ont poussé les acteurs à réfléchir à un projet collectif de gestion de l'eau et de préservation de la ressource à l'échelle du bassin versant.

L'émergence d'un SAGE a été identifiée comme une démarche appropriée pour fédérer les acteurs, pour objectiver et partager la connaissance et pour se saisir des enjeux communs de manière ascendante et pragmatique.

Le SAGE étant en cours d'élaboration, il n'est pas possible à ce jour d'étudier la compatibilité du projet TRABET avec le règlement du SAGE.

2.2.2. Le SAGE Crau

La commune de Lamanon s'inscrit également dans le périmètre du SAGE de la Crau, actuellement en phase préliminaire.

Le territoire à considérer est centré sur la plaine de la Crau, composée de 11 communes. Celle-ci se situe dans le département des Bouches-du-Rhône et se présente sous la forme d'une plaine triangulaire caractéristiques du delta fossile de la Durance. Elle est limitée, au nord par la chaîne des Alpilles, à l'ouest par les marais de la pression de Vigueirat, à l'est par l'étang de Berre et au sud par la frange littorale. Elle s'étend principalement sur le plafond perméable de la nappe de la Crau, soit une superficie de 550 km² environ.

Le SAGE étant en cours d'élaboration, il n'est pas possible à ce jour d'étudier la compatibilité du projet TRABET avec le règlement du SAGE.

2.3. Le plan national de prévention des déchets (2022-2027)

Le Plan national de prévention des déchets (PNPD) fixe les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et décline les actions de prévention à mettre en œuvre. L'élaboration d'un plan de prévention des déchets s'inscrit dans le cadre défini par le droit européen et le code de l'environnement.

Le Plan national de prévention des déchets a été approuvé par un arrêté ministériel en date du 18 août 2014. Ce dernier couvre la période 2014-2020 et se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets. Son élaboration s'est inscrite dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit dans son article 29 une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets, en examinant un certain nombre de types d'actions (listés dans l'Annexe IV de cette directive) pour déterminer la pertinence de les mettre en œuvre, et d'évaluer périodiquement ces plans nationaux.

Le plan national de prévention des déchets cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques). En effet, de nombreuses actions de prévention impliquent que se rencontrent des alternatives initiées tant par les acteurs économiques, que par les organisations non gouvernementales, la société civile et les pouvoirs publics. Nombreuses actions de prévention des déchets impliquent des modifications de comportement qui doivent, pour être effectifs, s'inscrire dans la durée.

Constituant la 3e édition, le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) pour la période 2021-2027 a été approuvé par arrêté du 2 mars 2023. Il actualise les mesures de planification de la prévention des déchets au regard des réformes engagées en matière d'économie circulaire depuis 2017.

Le plan national de prévention des déchets s'articule autour de 5 axes, présentés ci-après.

Illustration n° 2 : Plan national de prévention des déchets

PLAN NATIONAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.



LES OBJECTIFS À ATTEINDRE D'ICI 2030

- > Réduire de **5%** les déchets d'activités économiques
- > Réduire de **15%** les déchets ménagers et assimilés
- > Réduire de **50%** le gaspillage alimentaire
- > Atteindre l'équivalent de **5%** du tonnage des déchets ménagers en matière de réemploi et réutilisation

Retrouvez la concertation du public sur le plan de prévention des déchets :
www.prevention-dechets.gouv.fr

- **Axe 1 – Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services**

Inciter les producteurs à mettre en place des actions d'éco-conception. Pour certains types de produits, les mesures s'adressent aux filières à responsabilité élargie du producteur (REP), dispositifs particuliers d'organisation de la prévention et de la gestion de déchets, reposant sur une extension du principe « pollueur – payeur ».

- **Axe 2 – Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation**

Lever les freins au développement de la réparation : rendre la réparation plus accessible pour les consommateurs et faciliter les actions de réparation des produits et des équipements.

- **Axe 3 – Développer le réemploi et la réutilisation**

Créer les conditions favorisant l'essor du réemploi et de la réutilisation en France, en soutenant les filières de réemploi, dont les structures de l'économie sociale et solidaire, et en améliorant l'accès aux gisements. Il se décline en différentes mesures portant sur les produits ménagers ainsi que sur les matériaux et produits du secteur du bâtiment.

- **Axe 4 – Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets**

Réduire la production de déchets et l'empreinte environnementale liée à notre consommation : réduire la consommation de produits à usage unique, dont ceux en plastique à usage unique, lutter contre le gaspillage y compris contre le gaspillage alimentaire.

- **Axe 5 – Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets**

Mobiliser les leviers d'action des collectivités locales et de l'État en matière de prévention des déchets, s'agissant des politiques territoriales d'économie circulaire et en s'appuyant sur la commande publique éco-responsable.

Le projet de la société TRABET prévoit le tri et le respect des filières spécifiques des déchets :

- Le recyclage des poussières ou fines récupérées par le dépoussiéreur au sein du tambour sèche-malaxeur,
- Le recyclage des rebuts de fabrication qui seront récupérés et mélangés à des granulats pour la fabrication d'enrobés,
- Le recyclage des agrégats d'enrobés issus du rabotage des anciennes chaussées, par leur réintégration dans la fabrication de nouveaux enrobés. Cette valorisation permettra de réduire la quantité de déchets du BTP dans le secteur.

Au regard de ces éléments, il apparaît que la gestion des déchets de la société TRABET sur la plateforme de Lamanon sera compatible avec les orientations générales du Plan National de Prévention des Déchets.

2.4. Le plan régional de prévention et de gestion des déchets

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est prévu comme un volet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

Il vise à coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties concernées par la prévention et la gestion des déchets, sur une période de 12 ans.

Le PRPGD se substitue à 23 plans, dont les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux, ainsi que les Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux et les Plans de prévention et de gestion des déchets issus du bâtiment, qui relevaient auparavant de la compétence des conseils départementaux.

Le PRPGD est élaboré par la Région, son contenu est fixé par décret. Il comprend :

- un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets ;
- une prospective à termes de six ans et de douze ans ;
- des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets ;
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six ans et de douze ans ;
- un Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire (PRAEC).

L'approbation du PRPGD de la région Provence-Alpes Côte d'Azur a été réalisée en juin 2019.

Le PRPGD de la région PACA se compose ainsi des différentes parties ci-dessous :

- PARTIE II - Prospective de l'évolution des quantités de déchets à 6 et 12 ans
- PARTIE III - Objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets
- PARTIE IV - Planification des actions pour atteindre les objectifs de prévention
- PARTIE V - D. Planification des actions pour atteindre les objectifs de gestion des déchets
- PARTIE VI - Plan régional d'actions en faveur d'une économie circulaire

On ne traitera la compatibilité du projet que vis-à-vis des aspects du plan qui concernent l'activité du site de Lamanon. A titre d'exemple, les aspects relatifs aux ordures ménagères, aux déchets de textiles, etc., ne seront pas appréhendés.

Tableau n° 2 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PRPGD de la région PACA

Objectifs du PRPGD PACA	Compatibilité	Justifications
PARTIE II - Prospective de l'évolution des quantités de déchets à 6 et 12 ans		
Réduction de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés du fait de la prévention, permet également de compenser l'augmentation démographique.	Non concerné	Déchets ménagers produits par le personnel en quantité non significative.
PARTIE III - Objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets		
Réduction de 10 % de la production des Déchets Ménagers et Assimilés en 2020 par rapport 2010 et des quantités de Déchets d'Activités Economiques par unité de valeur produite	Non concerné	Déchets ménagers produits par le personnel en quantité non significative.
Développement du réemploi et augmentation de la quantité des déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation (objectifs quantitatifs par filières)	Compatible	Fraisâts obtenus par rabotage des anciennes chaussées ou des blancs de poste réutilisés dans les enrobés en fonction des besoins du chantier.
Valorisation matière de 55 % en 2020 et de 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes	Compatible	L'installation de production d'enrobés de la société TRABET permettra de valoriser les déchets du BTP du secteur (notamment les fraisâts obtenus par rabotage des anciennes chaussées). Cette valorisation permettra de réduire la quantité de déchets du BTP issus des chantiers locaux.
Valorisation de 70 % des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020	Compatible	
Limitation en 2020 et 2025 des capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (-30%, puis -50 % par rapport à 2010)	Non concerné	L'installation n'est pas une installation de stockage ni d'incinération de déchets.
PARTIE IV - Planification des actions pour atteindre les objectifs de prévention		
Réduire de 10 % la production de Déchets Non Dangereux (ménages et activités économiques) en 2025 par rapport à 2015 (-600 000 t/an en 2025 et 2031)	Compatible	Ces objectifs nécessitent la mobilisation des acteurs de la prévention et de la gestion des déchets.
Développer le réemploi et augmenter de 10% la quantité des déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation notamment pour le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (+300 000 t/an en 2025 par rapport à 2015)	Compatible	Fraisâts obtenus par rabotage des anciennes chaussées ou des blancs de poste réutilisés dans les enrobés en fonction des besoins du chantier.
Stabiliser la production de Déchets Dangereux (820 000 t en 2025 et 2031)	Compatible	Les déchets dangereux (essentiellement emballages vides et chiffons souillés, huiles usagées) seront produits en quantités limitées et feront l'objet soit d'un prétraitement, soit d'un recyclage matière, par des sociétés spécialisées.

Objectifs du PRPGD PACA	Compatibilité	Justifications
PARTIE V - Planification des actions pour atteindre les objectifs de gestion des déchets		
Axe 1 : Soutenir l'innovation technique et sociale pour inscrire dans l'économie circulaire toutes les filières de collecte, traitement, recyclage des déchets	Compatible	Ces objectifs nécessitent la mobilisation des acteurs de la prévention et de la gestion des déchets.
Axe 2 : Renforcer et adapter les équipements pour améliorer le taux de valorisation des déchets (collecte, tri, et traitement au niveau local)	Compatible	
Axe 3 : Améliorer la prévention et la gestion des déchets en renforçant les compétences des personnes en chargé des déchets	Compatible	
Axe 4 : Soutenir la mise en œuvre au niveau pertinent des solutions de prévention, de sensibilisation et d'information sur la bonne gestion des déchets	Compatible	
Axe 5 : Favoriser les échanges et le partage des bonnes pratiques	Compatible	
PARTIE VI - Plan régional d'actions en faveur d'une économie circulaire		
Axe 1 : Mobiliser et favoriser l'émergence de projets d'économie circulaire	Compatible	Ces objectifs nécessitent la mobilisation des acteurs de l'économie.
Axe 2 : Soutenir l'expérimentation et développer les projets d'économie circulaire	Compatible	
Axe 3 : Développer l'éco-conception	Compatible	
Axe 4 : Promouvoir les nouveaux modèles économiques : économie de la fonctionnalité, économie collaborative et approvisionnement durable	Compatible	
Axe 5 : Allonger la durée d'usage des produits, biens et services (lutter contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés)	Compatible	
Axe 6 : Coopérer et créer des synergies pour optimiser l'utilisation des ressources	Compatible	
Axe 7 : Lutter contre les pertes et gaspillage alimentaire	Compatible	Le personnel sera vigilant au respect du gaspillage alimentaire.
Axe 8 : Développer l'utilisation de ressources issues du réemploi et la substitution par des ressources issues du recyclage	Compatible	Fraisâts obtenus par rabotage des anciennes chaussées ou des blancs de poste réutilisés dans les enrobés en fonction des besoins du chantier.

Conclusion sur la compatibilité du projet au PRPGD

De par sa nature, le projet de la société TRABET n'est pas susceptible de créer une augmentation de la quantité de déchets de toute nature. **Au regard de ces différents éléments, il apparaît que le projet de la société TRABET est en parfaite adéquation avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région PACA.**

3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux

Tableau n° 3 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société TRABET avec les documents de planification des milieux

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Compatibilité avec le projet
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI
Schéma d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI
Plan national de prévention des déchets	OUI
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI

Les activités projetées seront donc compatibles avec les documents de planification des milieux.